



1810

**FÉVRIER**

Code pénal :  
Coalitions interdites  
Toute association de plus de 20 personnes est soumise à l'agrément du gouvernement ; répression de toute coalition ouvrière tendant à la cessation du travail ou à la modification des salaires.

1817

**8 JUILLET**

Mouvement insurrectionnel.

**13 JUILLET**

Première exécution d'ouvriers à Lyon par la cour prévôtale.

**OCTOBRE**

Procès des insurgés de juin devant la cour prévôtale de Lyon.

Fondation des bourses auxiliaires des chapeliers et foulours de Lyon.

1820

**19 AOÛT**

Tentatives d'insurrections à Paris, à Lyon, Colmar.

1822

**6 NOVEMBRE**

Ordonnance du maire de Lyon tendant à contrôler et surveiller les sociétés de secours mutuels.

1827

**SEPTEMBRE**

Fondation par le royaliste Pierre Charrier de la société des mutualistes de Lyon sous le nom de « société de surveillance et indication mutuelle ». Elle disparaît le 6 avril 1828.

**30 NOVEMBRE**

La société de secours mutuelliste de Lyon fondée par Jacques Lacombe est autorisée par le maire.

1830

**GIVORS**

Première grève dans le chemin de fer à Givors.

**27-29 JUILLET**

Trois glorieuses.



19 AVRIL

Massacre de la rue Transnonain à Paris.

1833

FÉVRIER

Grève des ouvriers « mutualistes » à la suite d'une réduction du tarif de fabrication des peluches. 14 000 métiers s'arrêtent ; la grève dure 10 jours.

22 FÉVRIER

Suite à cette grève, adoption d'une loi prohibant les associations organisées en sections de moins de 20 personnes.

9-14 AVRIL

Insurrection ouvrière à Lyon et Saint-Etienne ; 9 avril ; début de l'insurrection. Barricades dans la ville. La troupe tient les ponts, les Terreaux, la préfecture et Bellecour.

10 avril ; combats violents. Vaise tombe aux mains des insurgés.

11 avril ; massacre de la rue Projette, plus de 300 morts et 600 blessés.

12 avril ; La Guillotière tombe aux mains des insurgés. Occupation de St-Nizier et St-Bonaventure. Combats meurtriers.

13 avril ; la troupe occupe Fourvière.

14 avril ; la troupe occupe la Croix-Rousse et Saint-Polycarpe.

Défaite de l'insurrection. 276 morts.

6 FÉVRIER

Les membres de la Cour des Pairs signent l'arrêt en accusation de plus de 420 personnes. La défense s'organise. Les lyonnais désignent un comité (Baune, Lagrange, Causseidier...).

5 MAI

Première séance du procès d'avril dont 87 lyonnais.

13 AOÛT

Arrêt de la Cour des Pairs concernant les accusés de Lyon (72 condamnations).

16 NOVEMBRE

Reprise des débats publics à la cour de Paris pour juger les inculpés des insurrections d'avril 1834.

28 DÉCEMBRE

Arrêt complémentaire de condamnation.

SEPTEMBRE- OCTOBRE

Création d'une section lyonnaise de la Société des Droits de l'Homme (créée à Paris l'été 1832).

Les passementiers s'organisent autour d'une « caisse de secours ».

Pour contourner la loi interdisant les associations, de petites sections de 15 à 17 membres sont créées qui se fédèrent par échelons successifs dans un comité central.

10 NOVEMBRE

Un banquet réunit à Givors 150 mutualistes de Lyon, 20 de Saint-Chamond et 60 de Saint-Etienne. Cette caisse mutuelle a un but essentiellement professionnel : défendre les tarifs.

9 AVRIL

Une action conjointe des canuts et des passementiers est organisée. A Saint-Etienne, la manifestation se transforme en grève générale dès qu'on apprend les événements de Lyon (les canuts décimés à la Croix Rousse).

11 AVRIL

Les mineurs se joignent aux passementiers. La place de l'Hôtel de ville est envahie puis la Manufacture d'armes (alors place Villebeu). La troupe tire : un mort, plusieurs blessés. Les barricades des rues Badouillère, de la Comédie et du Grand-Moulin tombent. Bilan : 3 morts, des dizaines de blessés, la garde nationale est dissoute car elle a refusé de tirer, la caisse de secours est interdite.

1840

1841

1840  
Publication du  
« Voyage en Icarie »  
d'Etienne Cabet, à  
l'origine du  
mouvement des  
communistes icariens.

1841  
11 MARS  
Loi sur le travail  
des enfants.

VILLEURBANE  
1840  
25 OCTOBRE  
Compte-rendu du  
banquet démocratique  
de Lyon du 25  
octobre 1840, tenu  
à Villeurbanne (alors  
commune de l'Isère).

1844

1846

RIVE DE GIER

FÉVRIER

Début de la grève  
des mineurs de Rive  
de Gier qui dure plus  
de 2 mois ; échec.

1848

22 - 24 FÉVRIER  
Seconde République.

5 MARS  
Suffrage universel.

27 MAI  
Les ouvriers  
deviennent électeurs  
et éligibles  
aux conseils  
de prud'hommes.

23 - 26 JUIN  
Insurrection ouvrière  
à Paris.

25-29 FÉVRIER

Sous la pression des ouvriers de la Croix-Rousse, emmenés par Joseph Benoît, une grande place leur est accordée dans la commission municipale provisoire.

25-27 FÉVRIER

Saccages par les ouvriers d'ateliers de tissage, ateliers de providence tenus par les communautés religieuses. Occupation des forts par les « Voraces ».

29 FÉVRIER

Suite des saccages par les ouvriers (scierie mécanique de Vaise, atelier de construction de bateaux à vapeur ; atelier de menuiserie).

16 MARS

Les ouvriers de la Croix-Rousse évacuent l'enceinte fortifiée de la Croix-Rousse et le fort de Montessuy.

17 MAI

Le substitut du procureur Tabouret fait arrêter plusieurs ouvriers des ateliers nationaux qui ont brisé les métiers à tisser d'un fabricant.

18 MAI

Les Voraces séquestrent le procureur Tabouret, parce qu'il refuse de libérer les ouvriers emprisonnés de la République les fait libérer. Tabouret relâché 2 jours plus tard.

FÉVRIER

Coordination de l'ensemble des puits en un comité central présidé par Charbonnier et Bontemps. La grève est soutenue par la bourgeoisie locale, furieuse contre le Monopole mené par des Parisiens. Le maire Aristide Martin crée une société de secours mutuel « La populaire ». Le drapeau rouge flotte sur l'Hôtel de ville.

14 ET 16 AVRIL

Les passementiers font le tour de tous les « couverts ateliers » (qui font travailler sous les ordres des sœurs des orphelins et des filles mères pour des salaires de misère) pour y détruire systématiquement tous les métiers.

1849

1851

1852

1853

1850

1854

1850

9 AVRIL  
Décret instituant une caisse de retraites et de secours mutuels pour les ouvriers et employés de la Fabrique.

2 DÉCEMBRE  
Coup d'état.

26 MARS

Décret sur les sociétés de secours mutuels entraîne une mutualité territoriale contrôlée par les notables.

1854

22 JUIN  
Loi sur le livret d'ouvrier.

1856

1863

1849

14-15 JUIN  
Mouvements populaires à Lyon où a lieu une véritable bataille de rues.

6 AOÛT

Ouverture du procès dit « complot de Lyon » contre les militants des sociétés secrètes de la Nouvelle Montagne (A. Genet).

1858

JUILLET  
Grève des ouvriers chapeliers, étouffée par la police, 78 arrestations. 1<sup>re</sup> répression brutale d'une grève sous le Second Empire.

OCTOBRE

Achèvement de la voie ferrée Paris - Lyon.

Fondation du Crédit lyonnais.



1870

**4 SEPTEMBRE**  
Troisième République.

1871

**18 MARS - 27 MAI**  
Commune de Paris.

1871

**Renaissance des  
chambres syndicales.**

1876

**OCTOBRE**  
Premier congrès des  
Chambres syndicales  
à Paris.

1872

**Renaissance des  
chambres syndicales :**  
Fabrique, tailleurs de  
pierre, cordonniers,  
typographes, bron-  
ziers...

**OIVORS**

**Renaissance des  
chambres syndicales :**  
fondeurs en fer.

**27 FÉVRIER**

Réunion constitutive de la section locale de l'Association internationale des Travailleurs.

**18 MARS**

Congrès de l'A.I.T., salle de la Rotonde, organisé par Albert Richard secrétaire de la section lyonnaise de l'A.I.T. (5-6000 personnes).

**3 MAI**

Arrestation des principaux membres de la section lyonnaise de l'A.I.T.

**15 SEPTEMBRE**

Bakouine arrive à Lyon, au matin. Il en repartira dans la nuit du 29 au 30.

**28 SEPTEMBRE**

Echec de l'insurrection lyonnaise à laquelle Bakouine a participé (insurrection avec volonté d'établir une commune révolutionnaire – occupation de l'Hôtel de ville pendant quelques heures).

**22 MARS**

Deuxième proclamation de la commune à Lyon.

**24 MARS**

Fin de la Commune à Lyon.

**30 AVRIL**

Insurrection de la Guillotière.

**25 MARS**

Dans la nuit du 24 au 25 mars 1871, la foule envahit l'Hôtel de ville, hisse le drapeau rouge, proclame la Commune et impose au maire des élections. Dans l'après-midi du 25, un manifestant est tué sur la place de l'Hôtel de ville. Au soir du 25, lors d'une boucalsade, des coups de feu partent : le préfet et 3 gardes tombent morts. 2 jours après, répression et arrestations débutent : 56 Stéphane accusés d'appartenir à l'Internationale sont jugés à la cour d'assises de Riom puis déportés à Cayenne ou en Algérie. Michel Rondet en prend pour 5 ans.

**Renaissance des  
chambres syndicales :**  
passementiers.

**Constitution de la  
chambre syndicale  
des mineurs  
de Saint-Etienne.**

1879

1881

1883

1886

1888

1882

1884

1887

1889

Création du « parti ouvrier » socialiste (Julius Guesde).

1881  
JUILLET

Congrès de Londres des anarchistes définissant leurs positions.

1884

21 MARS

Lol Waldeck-Rousseau donne une existence légale aux syndicats professionnels. Multiplication des chambres syndicales, naissance des fédérations nationales des métiers.

1887

3 FÉVRIER

Inauguration de la 1<sup>ère</sup> Bourse du travail à Paris.

1878

28 JANVIER - 8 FÉVRIER

2<sup>e</sup> congrès ouvrier de France tenu à Lyon tenu à Lyon « tendance modérée ».

1881

10 JUILLET

Réunion à Lyon de la Fédération de l'Est du parti ouvrier.

1883

5-9 SEPTEMBRE

1<sup>er</sup> congrès national des sociétés de secours mutuels.

1886

19-22 SEPTEMBRE

Deuxième congrès des sociétés coopératives de consommation de France.

11-16 OCTOBRE

Congrès constitué de la Fédération nationale des syndicats.

1889

OCTOBRE

Délégation du conseil municipal du 10 octobre valide la création d'une bourse du travail ouvs Morand.

1882

25-30 SEPTEMBRE

Congrès du « Parti ouvrier », les guesdistes écartés de la direction font scission, tiennent un congrès dissident à Roanne et fondent le parti ouvrier français (P.O.F.). Le « parti ouvrier » fonctionne jusqu'en 1890 avec les « possibilistes » Paul Brousse et Jean Allemane.

1883

24-31 OCTOBRE

1<sup>er</sup> congrès national des mineurs à l'initiative de Michel Rondet, fondation de la Fédération nationale des mineurs qui aura pour siège Saint-Etienne, et pour 1<sup>er</sup> secrétaire général : Michel Rondet.

1888

25 MAI

Création de la bourse du travail de Saint-Etienne par une délibération du conseil municipal (la 4<sup>e</sup>), inaugurée le 14 juillet, réglementé approuvé le 21 février 1889.

Premiers succès électoraux des socialistes : Paul Emile Girodet maire de Saint-Etienne.

1890

Constitution de la Fédération des cheminots.

1<sup>er</sup> MAI

1<sup>re</sup> célébration française du 1<sup>er</sup> mai.

2 JUILLET

Loi supprimant le livret ouvrier.

OCTOBRE

Congrès de Châtelleraut  
Brousse et Alleman se séparent, fin du « parti ouvrier ».

1891

15 MAI

Encyclique *Reum novorum*.

1894

1895

23-28 SEPTEMBRE

Constitution du syndicat C.G.T. (Confédération Générale du Travail).

1898

FÉVRIER

Création de la Ligue des Droits de l'Homme.

9 AVRIL

Lor sur les accidents du travail.

OCTOBRE

Grève générale des cheminots, échec.

1892

1893

24 JUIN

Assassinat à Lyon du président de la République Sadi Carnot.

1892

30 MARS

Arrestation de l'anarchiste Ravachol de la Loire. Nombreux attentats anarchistes.

4 DÉCEMBRE

Inauguration de la Bourse du travail.

1893

MARS

Premier n° du « Bulletin officiel de la bourse du travail », deviendra « le Travailleur syndiqué » en juillet 1906 puis « le Semeur » en janvier 1908.

25-27 JUIN

3<sup>e</sup> congrès de la Fédération nationale des bourses du travail.

8<sup>e</sup> congrès des sociétés coopératives de consommation.

FÉVRIER

Installation de la Bourse du travail de Lyon, 39 cours Morand.

4<sup>e</sup> congrès national du P.O.F.

Création de la « Ligue populaire lyonnaise pour le repos du dimanche ». 1<sup>re</sup> conférence le 12 décembre 1890.

A partir de 1890, les défilés interdits du 1<sup>er</sup> mai, derrière les drapeaux rouges, se soldent chaque fois par des affrontements avec la police et des arrestations.

7-8 FÉVRIER

Congrès constitutif de la Fédération nationale des bourses du travail, tenu à Saint-Etienne animé par Fernand Pelloutier.

26 AOÛT -

2 SEPTEMBRE  
5<sup>e</sup> congrès national de la Mutualité française.

**SEPTEMBRE**  
Aux congrès d'Alger et de Montpellier, adhésion de toutes les bourses du travail à la C.G.T.  
Création d'une section des bourses au sein de la C.G.T.

**1899**

**1900**

**1901**

Fondation par Marie-Louise Rochebillard de deux syndicats féminins à Lyon. Le syndicalisme chrétien féminin est né.

**26 - 28 MAI**  
3<sup>e</sup> congrès général des organisations socialistes françaises. Rupture consommée ; fondation en 1902 de 2 partis socialistes rivaux : le Parti socialiste de France (P.S.D.F.) Guesde et Vaillant et le Parti socialiste français (P.S.F.) Jaurs.  
**23-27 SEPTEMBRE**  
12<sup>e</sup> congrès national corporatif (6<sup>e</sup> de la C.G.T.).  
**13-15 OCTOBRE**  
2<sup>e</sup> congrès des sociétés coopératives ouvrières.  
**DÉCEMBRE**  
La Bourse du travail de Lyon, première bourse à adhérer à la C.G.T.

Démarrage de l'usine Marius Berliet à Montplaisir.

**JUIN**  
Grève générale des ouvrières de la manufacture des tabacs.

**20 DÉCEMBRE**  
20 000 passementiers arrêtent leurs métiers pour obtenir le paiement de « a mise en train » ou de temps de « chargement » des machines, qui prend plusieurs jours à chaque nouvelle production.

**26 DÉCEMBRE**  
Grève des mineurs pour obtenir une augmentation de 0, 50 F par jour, pour une diminution de la journée de travail et pour la reconnaissance du Comité fédéral syndical.

**4 JANVIER**  
La manifestation des passementiers, place Marengo, est rejointe par celle des mineurs. Les Dragons sont là, sabres au clair, un tramway est renversé, 35 manifestants sont arrêtés.  
Injuré à 8 mars, les passementiers sont en grève. Les négociants regroupés au sein de la « Fabrique » jouent la division entre les « chefs de travaux », maître artisans, propriétaires de leur métier, et les « compagnons », salariés des 1<sup>er</sup>.  
Résultats : une légère augmentation des tarifs.

N.b. : « les passementiers peuvent bien se nourrir avec 3 soupes » proclament les négociants d'où l'expression « régime des 3 soupes » pour caractériser les propositions patronales.

**MARS**  
Grève des employés du tramway qui obtiennent très vite des jours de congé supplémentaires.  
**MAI**  
Jules Ledin est élu maire.

1903

1904

1906

1908

1910

1911

1905

1907

1909

1912

1904

Création du journal *l'Humanité* par Jaurès.

1905

23 AVRIL

Unification des socialistes. Fondation de la S.F.I.O.

1906

7 JUILLET

Loi sur le repos hebdomadaire obligatoire de 24 h.

1909

16 - 23 MARS

1<sup>re</sup> grève des postes  
12 MAI  
2<sup>e</sup> grève des postes : Clémenceau fait prononcer 541 révocations.

OCTOBRE

Grève générale des cheminots.

25 DÉCEMBRE

Loi instituant le code du travail.

VILLEURBANNE

Les socialistes s'installent à la Mairie, avec Emile Dunière d'abord puis, en 1908, Jules Grandclément « médecin des pauvres » qui pendant 20 ans va s'efforcer de faire de sa ville le laboratoire de l'action sociale : devant la mise en oeuvre des lois sociales, luttant contre la maladie avec la création d'un hôpital-hospice et le manque d'hygiène, avec l'installation d'un Bureau d'hygiène en 1913, créant la même année l'un des premiers Offices d'H.B.M. en France.

1905

10 MAI

Grève chez Berliet.

1906

1<sup>er</sup> MAI

Grève générale pour la journée de 8h. Violentes manifestations.

2 SEPTEMBRE

Congrès national des sociétés de secours mutuel. 1<sup>re</sup> application à Lyon de la loi sur le repos hebdomadaire.

VILLEURBANNE

1908  
Election du maire socialiste Jules Grandclément.

1907

9 FÉVRIER

Meeting de la S.F.I.O., salle des folies bergères, avec J. Jaurès.

AVRIL

Congrès des socialistes indépendants ayant refusé l'unité.

1908

6 - 8 JUIN

3<sup>e</sup> congrès de la Ligue des Droits de l'Homme.

1904

FÉVRIER

3<sup>e</sup> congrès du parti socialiste français (P.S.F.) et inauguration de la Bourse du travail cours Victor Hugo, par Jean Jaurès.

1909

11-14 AVRIL

6<sup>e</sup> congrès national du P.S.-S.F.I.O.

1911

Congrès constitutif de l'Union départementale C.G.T. de la Loire qui regroupa 77 des 134 syndicats du département et qui est l'une des plus importantes UD de France.

1912

18 - 21 FÉVRIER

9<sup>e</sup> congrès national du P.S.-S.F.I.O. (nationalisations, franc-maçonnerie, laïcité)

16 DÉCEMBRE

Grève de la C.G.T. contre la loi de 3 ans et la guerre.

1912

Conflit chez Berliet lié à l'introduction du chronométrage.

<b>NATIONAL</b>	<b>1914</b>	<b>1917</b>	<b>1918</b>	<b>1919</b>
	Suppression de la section des bourses au sein de la C.G.T., fin de l'autonomie des bourses de travail.	Grèves.	Grèves.	2 NOVEMBRE Création de la C.F.T.C.

<b>LYON</b>	<b>25 JUILLET</b> Discours de Jaures à Vaise.	<b>MAI</b> Grand mouvement de grève.	<b>JANVIER</b> Mouvement de grève 31 JANVIER Des milliers de femmes manifestent contre la guerre et contre le départ des nouvelles classes au front.	<b>15 - 21 SEPTEMBRE</b> 2 <sup>e</sup> congrès national corporatif (14 <sup>e</sup> de la C.G.T.). Violents affrontements aux origines de la scission de la C.G.T. deux ans plus tard.
-------------	--	---	--	---

<b>SAINT-ETIENNE</b>	6 caisses de secours mutuels ont leur siège à la bourse du travail et un secrétaire ; Urbanin Malot qui crée un dispensaire pour mutilés du travail. Il s'agit de la 1 <sup>re</sup> réalisation de ce qui deviendra la Fédération des Mutilés du travail fondée à Saint-Etienne en octobre 1921 par Baptiste Marcelet.	<b>18 - 28 MAI</b> Très important mouvement de grève dans les usines de guerre du bassin de la Loire. L'U.D.-C.G.T., menée par un métallurgiste Andrieu, décide de déclencher une grève générale (qui devait se propager à toute la France pour amener une insurrection qui mettrait fin à la guerre et au capitalisme à l'instar de la révolution d'octobre 1917 en Russie). Le gouvernement dépêche des troupes, fait arrêter 50 dirigeants et les fait passer en conseil de guerre. La grève générale s'effondre au bout de 10 jours.	<b>AVRIL</b> Antoine Durafour, maire de Saint-Etienne, alors ministre du travail, fait voter la journée de 8 h mais cette loi n'est pas appliquée.
----------------------	--	--	---

1920

19 FÉVRIER -

3 MARS

Grèves des cheminots.

JUILLET-AOÛT

Création du Bureau international du Travail (B.I.T.).

25-29 DÉCEMBRE

Congrès de Tours : naissance du parti communiste de la scission de la S.F.I.O.

1921

Scission entre la C.G.T. et la C.G.T.U.

VILLEURBANNE

1922

18 DÉCEMBRE  
Congrès fédéral de la section française de l'Internationale Communiste (S.F.I.C.).  
A Tours, le maire de Villeurbanne Jules Grandclément avait pris position pour la 3<sup>e</sup> Internationale Communiste, derrière Cachin et Frossard : 20 conseillers municipaux le suivent, 10 demeurent derrière Léon Blum à la S.F.I.O.

1922  
Naissance de la Rhodiacéta.

1923  
18-24 JUILLET  
13<sup>e</sup> congrès national de la Mutualité française.

1924

14 JUILLET

1<sup>er</sup> gouvernement Herriot.

VILLEURBANNE

Installation d'un maire S.F.I.O. à Villeurbanne : Lazare Goujon, dont le principal axe d'action sera pendant 10 ans (1924-1934) la modernisation de la ville : création d'un nouveau centre : Les Gratte-Ciel, programme social de logement, assorti de lieux culturels et sportifs : théâtre municipal, stades et piscines, de salles dédiées aux associations professionnelles : le Palais du Travail (1929).

20-23 JANVIER  
3<sup>e</sup> congrès du parti communiste.

1925

ETÉ

Grève dans les banques menée par la C.G.T. et la C.F.T.C. d'un mois et demi, sans succès.

12 OCTOBRE 1925  
Journée d'actions de la C.G.T.U.

3 MAI

La grève s'étend aux mineurs.

MAI

grève générale avec le 9 mai une manifestation sur le terrain d'aviation de Méons, présidée par le maire Louis Soulié et par le député Antoine Durafour.

5-8 MAI  
8<sup>e</sup> congrès de la Fédération nationale des coopératives de consommation.  
15 - 16 OCTOBRE  
Congrès constitutif à Saint-Etienne de la fédération des Mutilés du Travail (F.N.A.T.H.).

1922  
25 JUILLET -  
1<sup>er</sup> JUILLET  
1<sup>er</sup> congrès national C.G.T.U.  
Création de la C.G.T.U.  
le 22 juin à la Bourse du travail, suite à l'échec de la grève générale de 1920 et à la position de la C.G.T. jugée trop molle.

17 MARS - 14 AVRIL  
Grève métallurgiste à pour l'application de la journée de 8 h. Elle durera plus d'un mois et se soldera par 1000 licenciements et la condamnation à des peines de prison des principaux leaders (Lardourin, Pétrus Faure, Marcel Thibaud).  
Apparition pour la 1<sup>re</sup> fois dans la lutte la toute nouvelle C.F.T.C. menée notamment par Jean Vidal, Jean Pralong et Florent Badiou.

DÉCEMBRE  
Le communiste Benoît Frachon prend la tête de l'U.D.-C.G.T.U. et les « syndicalistes révolutionnaires » se rassemblent à l'intérieur de la C.G.T.-S.R.

1927

1930

1933

1935

1926

1928

1929

1934

**1934**  
**12 FÉVRIER**  
 Journée de grève  
 (C.G.T. et C.G.T.U.).  
 Toutes les composantes du mouvement ouvrier défilent côte à côte.

**OCTOBRE**  
 Création de la J.O.C.

**1928**  
**5 AVRIL**  
 Loi sur les assurances sociales.

**24 AVRIL**  
 Loi sur les assurances sociales, modifiant la précédente.

**VILLEURBANNE**  
**AOÛT**  
 Fête commémorative de Jaurès organisée par les Fêtes du Peuple, au Théâtre de Verdure.

**17 - 20 AVRIL**  
 2<sup>e</sup> congrès national du P.S. S.F.I.O. : rapports socialistes communistes, défense nationale, socialisme et bolchevisme, socialisme et radicalisme.

**1928**  
 2<sup>e</sup> congrès de la C.G.T.-S.R.

**1933**  
**12 FÉVRIER**  
 Grève générale.

**1934**  
 Achèvement de la construction de la nouvelle Bourse du travail, place Guichard.

**15-16 NOVEMBRE**  
 Congrès fondateur de la C.G.T.-S.R. (confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire), dirigée par Pierre Bernard.

**VAUX-EN-VELIN**

**FÉVRIER**  
 Grèves à la T.A.S.E. (Textiles artificiels du Sud-Est).

**VILLEURBANNE**  
**5 MAI**  
 Les communistes autour de Camille JOLY, après la mort de Jules Granddément, prennent le pouvoir à Villeurbanne jusqu'en 1939 et y reviendront après la Libération de 1944 à 1947 avec Georges Lévy.

**1933**  
**OCTOBRE**  
 Journées d'action de la C.G.T.U., c'est la marche de la faim au cri « du pain et du travail ».

**1934**  
**14 JUILIN**  
 Meeting commun P.C.F.-S.F.I.O.

**27 JUILLET**  
 Syndicats et partis recommandent la création dans les quartiers et les entreprises de comités de vigilance antifascistes.

**12 MAI**  
 Saint-Etienne devient la plus grande municipalité Front Populaire avec L. Soulié (radical), B. Ramier (P.C.F.) et F. Faure (S.F.I.O.).

**1929**  
**JANVIER**  
 Grève lancée par le syndicat des mineurs.

**JUIN**  
 Grève lancée par le syndicat des mineurs.

**1934**  
 Syndicats et partis recommandent la création dans les quartiers et les entreprises de comités de vigilance antifascistes.

1936

1939

**MARS**

Congrès de Toulouse  
fusion des 2 confédérations C.G.T. et C.G.T.U.

**MAI - JUIN**

Grèves.

**JUIN**

Là sur les congés payés, la semaine de 40h et les conventions collectives.

**8 SEPTEMBRE**

Déclaration de guerre.

**VILLEURBANNE**

**22 - 25 JANVIER**

8<sup>e</sup> congrès national du P.C.F. à Villeurbanne

**14 JUIN**

Rassemblement du Front Populaire à Villeurbanne autour de Georges Lévy et Brun, députés et Joly, maire de Villeurbanne.

**27 JUILLET**

Manifestation à Villeurbanne pour célébrer la victoire des travailleurs du textile suite à 3 semaines de grève.

**11-31 JUILLET**

La municipalité communiste organise 3 semaines de voyage en U.R.S.S.

**MARS-AVRIL**

Grèves chez Berliet.

**AVRIL-MAI**

Reprise des grèves à la T.A.S.E.

**16 SEPTEMBRE**

Rhodiacéta : les ouvriers en grève s'occupent les 3 directeurs.

**VILLEURBANNE**

**8 JUIN**

Manifestation de 2000 chômeurs organisée par le Comité Central des chômeurs dans les rues de Villeurbanne, suite au refus du ministre du travail de continuer à subventionner le fonds municipal de chômage ; aidés par la C.G.T., ils présentent leur cahier de revendications à la Préfecture le 3 août et adhèrent à un nouveau Comité intersyndical des chômeurs du département.

**5 OCTOBRE**

A Villeurbanne, comme dans plusieurs communes de la banlieue lyonnaise : Vénissieux, Saint-Fons..., le conseil municipal communiste est dissous par arrêté préfectoral et remplacé jusqu'au 25 avril 1941 par une délégation spéciale.

**31 AVRIL**

Les communistes perdent leur délégation au sein du conseil municipal.

NATIONAL

1940

10 MAI

Offensive allemande.

JUILLET

Pétain chef de l'Etat.

16 AOÛT

Dissolution des

confédérations C.G.T.

et C.F.T.C.

OCTOBRE

Statut des juifs.

NOVEMBRE

Des dirigeants de la

C.G.T. et de la C.F.T.C.

rédigent en commun

le « manifeste des

Douze » pour la survie

du syndicalisme.

LYON

OCTOBRE

Réunion à Lyon des

cadres de la C.F.T.C.

qui décident de conti-

nuer le syndicat mal-

gré sa dissolution

par le gouvernement.

DÉCEMBRE

Parution du 1<sup>er</sup> numéro

du « Franc Tireur »

fondé par Antoine

Avinin.

SAINT-ETIENNE

31 JANVIER

Éviction des commu-

nistes du conseil

municipal.

1941

OCTOBRE

Charte du travail.

MAI

Réunion clandestine de responsables de la S.F.I.O. :

Henri Ribière et Daniel Mayer.

Création du Comité d'Action Socialiste (C.A.).

1<sup>er</sup> MAI

A la Bourse du travail, meeting de l'U.D.-C.G.T. :

dernière rencontre syndicale publique autorisée ;

Marius Vivier Merle, secrétaire général de l'Union

des syndicats ouvriers prend position contre la

charte du travail.

JUILLET

1<sup>er</sup> numéro du journal « Libération », organe

du mouvement de résistance « Libération-Sud ».

NOVEMBRE

Création du Mouvement ouvrier français (M.O.F)

par alliance entre les dirigeants de la C.G.T. et de

la C.F.T.C. (résistance ouvrière), grâce à l'action d'Yves

Morandat (parachuté à Toulouse le 07/11).

1942

JUIN

Les Allemands demandent 250 000 travailleurs

français (« la Relève »).

JANVIER

Une organisation de résistance se met en place

dans les P.T.T.

MARS

1<sup>er</sup> numéro du journal clandestin « L'insurgé »,

ouvrier anarchisant par Marie Gabriel Fugère.

1<sup>er</sup> MAI

Manifestation à 18h, devant la statue de la

République, place Carnot (plusieurs milliers de

personnes). 1<sup>re</sup> grande manifestation d'opposition,

suscitée en commun par les 3 mouvements

et le M.O.F.

12 JUIN

1<sup>er</sup> départ de travailleurs volontaires pour

l'Allemagne.

ÉTÉ

La C.G.T. met en place des bureaux illégaux de

clandestins.

JUILLET

André Plaisantin (Combat) et Lucien Naillood créent

une formation résistante au sein de la C.F.C.

1<sup>er</sup> MAI

Rassemblement

silencieux.

14 JUILLET

Rassemblement

silencieux.

8 NOVEMBRE

8 jours de grève dans

les mines.

11 NOVEMBRE

Rassemblement

silencieux.









